

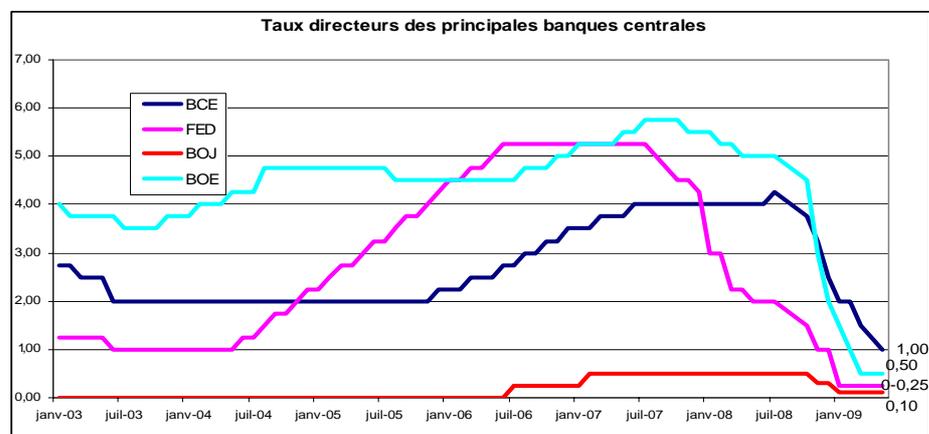
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE et la FED maintiennent le statu quo monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 4 février 2010 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe qu'en 2010 la croissance de la zone euro sera modérée, la reprise sera irrégulière et l'incertitude entourant cette perspective demeure élevée.

Le Comité monétaire de la réserve fédérale américaine (FED) a maintenu le 27 janvier 2010 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Selon la première estimation du département du Commerce, le PIB des Etats-Unis a crû de 5,7 % au quatrième trimestre 2009 en rythme annuel et reculé de 2,4 % sur l'ensemble de l'année. En décembre 2009, les dépenses de consommation des ménages américains sont en hausse de 0,2 % par rapport à novembre. Les prix à la consommation mesurés en décembre ont progressé de 0,1 % sur un mois. La production industrielle a augmenté de 0,6 % par rapport à novembre. Les Etats-Unis d'Amérique ont perdu 22 000 emplois en janvier 2010 contre 150 000 en décembre 2009. Le taux de chômage, qui reste stable, est estimé à 9,7 % contre 10 % en décembre 2009.



Chômage

Baisse du nombre de demandeurs d'emploi en France...

En France métropolitaine, à fin décembre 2009, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A s'est établi à 2 611 700, soit une baisse sur un mois en données corrigées des variations saisonnières de 0,7 % (- 18 700 personnes). Sur un an, ce nombre augmente de 18,5 % (+ 23,1 % pour les hommes et + 13,6 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans inscrits en catégorie A croît de 17,3 %.

... hausse du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10 % en décembre 2009 contre 9,9 % en novembre. Il était de 8,2 % en décembre 2008. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,6 % en décembre 2009. Il était de 7,6 % en décembre 2008.

Inflation

Légère reprise de l'inflation en France et dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10 % en décembre 2009 contre 9,9 % en novembre. Il était de 8,2 % en décembre 2008. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,6 % en décembre 2009. Il était de 7,6 % en décembre 2008.

Selon une estimation d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 1 % en janvier 2010. En décembre, le taux était de 0,9 %.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire.

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 26 janvier 2010 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. La BoJ a revu à la hausse ses prévisions de croissance pour 2010 à 1,3 % et estimé que la baisse des prix à la consommation hors produits frais sera moins forte. En décembre 2009, la production industrielle du Japon a augmenté de 2,2 % par rapport à novembre. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont reculé de 1,3 % sur un an en décembre. Les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 2,1 % en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 5,1% contre 5,2 % en novembre. En décembre 2009, les exportations japonaises ont crû de 12,1 % sur un an, les importations ont reculé de 5,5 % et l'excédent commercial a atteint 4,3 milliards d'euros.

La Banque centrale de Chine relève ses taux pour enrayer la surchauffe de l'économie

Le PIB chinois a augmenté de 10,7 % au quatrième trimestre 2009 et de 8,7 % sur l'ensemble de l'année. La production industrielle de la Chine a augmenté de 11 % en 2009. En décembre 2009, l'indice chinois des prix à la consommation a crû de 1,9 % pour le deuxième mois consécutif. Les exportations et les importations chinoises ont augmenté respectivement de 17,7 % et 55,9 % au mois de décembre 2009 en glissement annuel.

La banque centrale de Chine a relevé à compter du 18 janvier 2010 le ratio des réserves obligatoires pour les grandes banques (+ 50 points de base) ainsi que le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 1 an.

Informations bancaires

Le microcrédit personnel accompagné

Comme suite à l'annonce de la FBF (Fédération bancaire française), un nouveau dispositif national destiné à favoriser l'accès au crédit des personnes non éligibles à un financement classique va être mis en place. Il est dénommé microcrédit accompagné (MCA).

Le MCA financera des projets permettant l'accès, le maintien, le retour à l'emploi ou la réalisation de projets d'insertion sociale. Les emprunteurs devront bénéficier d'un accompagnement social pendant toute la durée de l'opération ; l'accompagnateur sera l'intermédiaire entre l'emprunteur et la banque.

Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

La FBF a élaboré les principes interbancaires du MCA auxquels adhèrent tous les grands groupes bancaires et qu'elle proposera aux acteurs sociaux (associations, secteur public). Ces principes définissent le fonctionnement de ce nouveau produit (population cible, rôle de l'accompagnement, mise en œuvre...).

Un responsable MCA a été désigné à la FBF ; il est chargé de la mise en place de ce dispositif en coordination avec les groupes bancaires chacun représentés par un correspondant MCA. Celui-ci participera aux travaux de la profession et définira la politique et l'offre de son établissement.

Publications au Journal Officiel de la République

1 - Fusion des autorités d'agrément et de contrôle de la banque et de l'assurance
L'ordonnance n° 2010-76 du 21 janvier 2010 portant fusion des autorités d'agrément et de contrôle de la banque et de l'assurance a été publiée au Journal Officiel de la République du 22 janvier 2010.

2 - Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme
Le décret n° 2010-69 du 18 janvier 2010 instituant un conseil d'orientation de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme a été publié au Journal Officiel de la République du 20 janvier 2010.

3 - Instruments financiers et assurance sur la vie

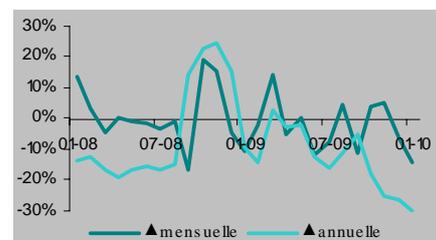
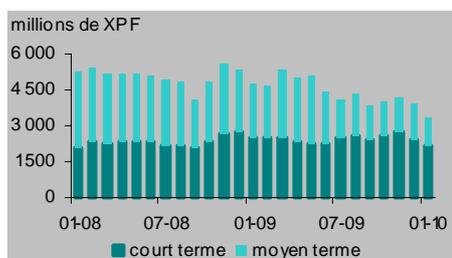
Le décret n° 2010-40 du 11 janvier 2010 relatif aux conventions entre producteurs et distributeurs en matière de commercialisation d'instruments financiers et de produits d'assurance sur la vie a été publié au Journal Officiel de la République du 13 janvier 2010.

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Forte baisse du refinancement en janvier.

en millions de F CFP	janv-09	déc-09	janv-10	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	2 214	1 523	1 167	-23,4%	-47,3%
Utilisations à moyen terme	2 532	2 376	2 168	-8,7%	-14,4%
Refinancement total	4 745	3 899	3 335	-14,5%	-29,7%



Cotation

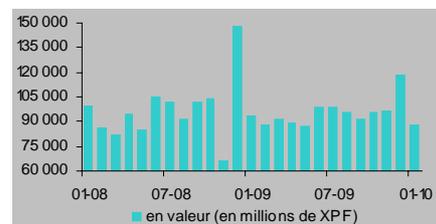
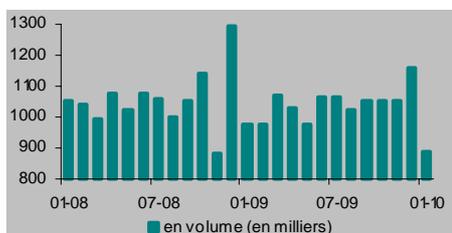
Baisse de la proportion d'entreprises éligibles au refinancement sur l'année en dépit d'une légère augmentation de leur nombre.

en nombre	janv-09	déc-09	janv-10
Entreprises cotées :	4 425	4 960	5 097
dont éligibles au refinancement	1 475	1 464	1 484
en %	33,3%	29,5%	29,1%

Compensation

Baisse des opérations en volume et en valeur sur l'année.

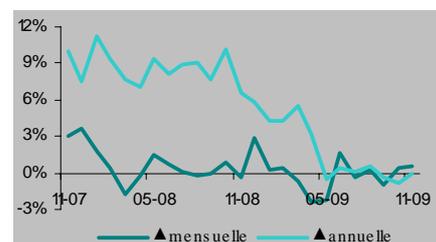
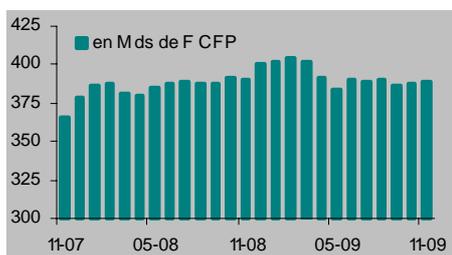
	janv-09	déc-09	janv-10	▲/mois	▲ annuelle
Nombre	976 947	1 160 323	885 885	-23,7%	-9,3%
Montant (millions de F CFP)	93 658	118 826	88 385	-25,6%	-5,6%



Masse monétaire

Augmentation de M3 sur le mois soutenue par les dépôts à vue.

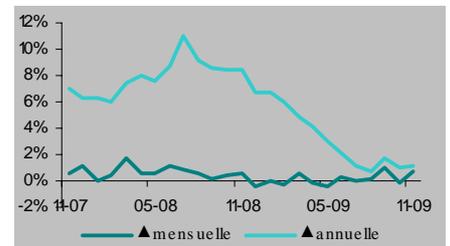
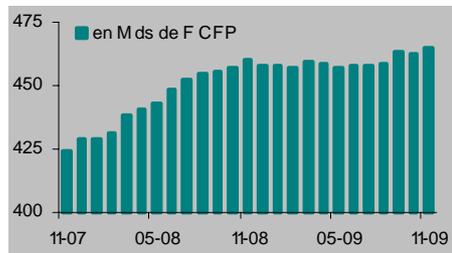
en millions de F CFP	nov-08	oct-09	nov-09	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	12 865	14 206	14 034	-1,2%	9,1%
Dépôts à vue	136 073	150 696	155 677	3,3%	14,4%
Comptes sur livrets	58 814	107 798	108 100	0,3%	83,8%
Comptes d'épargne logement	197	214	214	-0,1%	8,6%
Dépôts à terme	169 536	104 423	102 231	-2,1%	-39,7%
Autres	12 266	10 298	9 298	-9,7%	-24,2%
Total M3	389 751	387 636	389 554	0,5%	-0,1%



Concours de caractère bancaire

Hausse des crédits de trésorerie en novembre, chute sur un an.

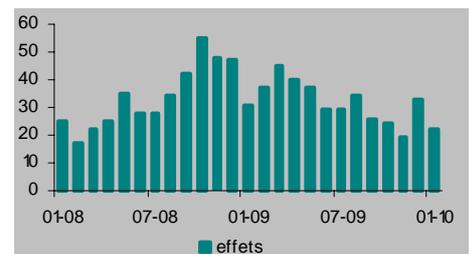
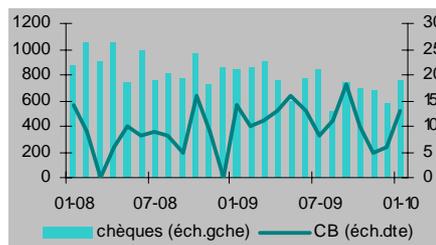
en millions de F CFP	nov-08	oct-09	nov-09	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	138 979	131 815	133 008	0,9%	-4,3%
Crédits d'équipement	62 503	65 959	65 895	-0,1%	5,4%
Crédits à l'habitat	147 174	154 722	155 011	0,2%	5,3%
Autres crédits	82 892	71 596	73 517	2,7%	-11,3%
Créances dout. brutes	28 222	38 028	37 719	-0,8%	33,7%
Total CCB	459 770	462 120	465 150	0,7%	1,2%



Incidents de paiement

Forte hausse du nombre d'incidents de paiement sur chèques sur le mois, mais baisse observée en glissement annuel.

en nombre	janv-09	déc-09	janv-10	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements :	886	620	784	26,5%	-11,5%
- sur chèques	841	581	749	28,9%	-10,9%
- sur effets	31	33	22	-33,3%	-29,0%
- retraits de cartes bancaires	14	6	13	116,7%	-7,1%



Interdits bancaires

Augmentation du nombre de personnes physiques en interdits bancaires sur le mois mais diminution sur l'année.

en nombre	janv-09	déc-09	janv-10	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	4 118	3 823	3 847	0,6%	-6,6%
- dont personnes physiques	3 684	3 389	3 414	0,7%	-7,3%
- dont personnes morales	434	434	433	-0,2%	-0,2%

3 – Brèves économiques locales

Visite ministérielle

Visite en Polynésie française de la ministre chargée de l'Outre-mer.

La ministre chargée de l'Outre-mer, Marie-Luce Penchard, a effectué une visite d'une semaine en Polynésie française. Ce séjour a notamment permis de concrétiser la réforme de la dotation globale de développement économique (DGDE) et d'engager la concertation autour de la réforme du mode de scrutin relatif à l'élection des représentants de l'Assemblée de Polynésie.

Dans le cadre d'un partenariat renoué, la ministre et le Président de la Polynésie ont signé, le 4 février, une déclaration commune portant réforme de la DGDE. Cette réforme vise à instaurer une relation financière pérenne entre les deux partenaires. Dans ces conditions, l'Etat et le Pays se sont accordés sur la suppression de l'actuelle DGDE, reposant sur une base conventionnelle, pour lui substituer trois nouveaux instruments financiers qui seront désormais définis dans la loi de finances nationale : la dotation de fonctionnement de la Polynésie française (DF-PF), la dotation territoriale pour l'investissement des communes de Polynésie française (DTIC-PF) et la dotation relative aux

investissements prioritaires de la Polynésie française. Pour 2011, le montant total des sommes versées dans le cadre du nouveau dispositif atteindrait 18 milliards de F CFP répartis à hauteur de 60 % pour la DF-PF (11 milliards), 34 % pour les dotations relatives aux investissements du Pays (6 milliards) et 6 % pour la DTIC-PF (1 milliard).

La ministre chargée de l'Outre-mer a également rencontré les élus polynésiens et initié le débat et la réflexion en vue d'une réforme à venir de la loi électorale, souhaitée par le Président de la République. Ces rencontres ont permis de dégager plusieurs propositions comme l'instauration d'une nouvelle prime majoritaire, la réduction du nombre de représentants à l'Assemblée de Polynésie, la création d'une circonscription unique... Autre modification envisagée, un encadrement plus strict des modalités de dépôt d'une motion de défiance (nombre de signatures nécessaires à son dépôt revu à la hausse et le nombre de dépôts sur une mandature limité).

Ces échanges constituent la première étape d'un long processus devant mener à la réforme de la loi électorale. Ainsi, une mission composée de juristes et de hauts fonctionnaires chargée de recueillir les propositions de tous les partis politiques polynésiens est programmée à la fin du mois de mars. A l'été 2010, une délégation polynésienne sera invitée à Paris en vue d'arrêter le projet de réforme avant que des arbitrages ne soient rendus en fin d'année par l'Élysée.

Education

Convention signée pour rénover collèges et lycées polynésiens

Le 17 janvier, la Polynésie française a signé avec l'État un avenant à la convention du 4 avril 2007 qui dispose des dotations financières allouées par l'État au Pays. Le montant global de cette convention s'élève à 3,2 milliards de F CFP. Pour l'exercice 2010, ces dotations seront donc reconduites dans l'attente de la mise en place de la dotation globale de compensation (DGC) à l'horizon 2011.

Tourisme

Exonération fiscale pour l'activité de charter nautique grande plaisance en Polynésie française.

L'Assemblée de Polynésie française a adopté le 22 janvier une loi de Pays introduisant une modification importante dans le code des impôts en faveur de l'activité de charter nautique grande plaisance. Elle permettra ainsi aux propriétaires et armateurs de yachts de luxe étrangers de bénéficier d'une exonération fiscale générale pour la location de leurs navires à des touristes. Cette disposition permet d'alléger une fiscalité qui était de nature à freiner le développement de cette activité en Polynésie. Cette mesure pourrait permettre d'assurer la venue d'au moins 360 touristes en 2010 sur 8 navires charters.

Economie

Inauguration des locaux de l'ADIE

Les locaux de l'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE) ont été inaugurés le 26 janvier en présence des autorités de l'État et du Pays. Déjà présente dans de nombreux départements et collectivités d'outre-mer, l'ADIE s'est implantée en Polynésie en août 2009 avant de démarrer son activité en novembre. Cette association finance et accompagne les créateurs d'entreprises par l'octroi de microcrédits. En deux mois d'activité en 2009, l'ADIE a octroyé 17 microcrédits pour un montant total de 4,3 millions de F CFP. Pour 2010, l'ADIE s'est fixé pour objectif de financer 170 porteurs de projets représentant un engagement global de 45 millions de F CFP. En outre, elle prévoit la mise en place de deux permanences à Papara et Moorea.

Emploi

Adoption du chèque-service aux particuliers

Le projet de loi portant mise en œuvre du chèque-service aux particuliers a récemment été adopté à l'Assemblée de Polynésie française. Son objectif est de lutter contre le travail informel et de favoriser la reprise de l'emploi. Son champ d'application devrait être limité à quelques secteurs cibles comme les tâches ménagères et d'entretien (jardin), la garde d'enfant ou l'assistance à personne dépendante (personnes âgées, handicapés). Il est prévu que le gouvernement participe financièrement (cotisations sociales patronales, indemnités de précarité et de congés payés).

Dépenses publiques

Bilan 2009 de la Direction de l'Équipement

Les dépenses liquidées par la Direction de l'équipement se sont élevés à 11,6 milliards de F CFP dont 61% pour les infrastructures routières et fluviales (7,1 milliards de F CFP), 33% pour les ouvrages maritimes et aéroportuaires (3,8 milliards de F CFP) et 6% pour des constructions publiques (0,7 milliard de F CFP).

Celles-ci ressortent en hausse de 32% par rapport à l'année précédente (8,8 milliards de F CFP en 2008). Pour 2010, la Direction de l'équipement devrait disposer de 14,2 milliards de F CFP de crédits, dont 10,2 milliards inscrits au budget de la Polynésie française et 4 milliards au titre des reports de crédits de l'année 2009.

Automobile

Forte chute de la vente de voitures neuves en 2009

En 2009, 5.450 voitures neuves ont été immatriculées contre 7.377 en 2008, soit une baisse de plus de 26 % en un an. Il s'agit du plus faible nombre de ventes de nouveaux véhicules depuis une décennie. Tous les segments automobiles sont touchés, des berlines (- 35 %) aux pick-up (- 31 %) en passant par les SUV (- 26 %). En lien avec la situation économique actuelle, le marché s'oriente vers des véhicules de taille plus modeste, moins coûteuses et qui consomment moins de carburant.

Prix

Baisse des prix des hydrocarbures...

Le conseil des ministres a consenti la baisse des prix des hydrocarbures au 1^{er} février : le prix du litre d'essence sans plomb est ainsi passé de 140 à 137 F CFP et celui du gazole de 125 à 121 F CFP, soit des baisses respectives de 2,1 % et 3,2 % des prix de vente au détail.

... et des tarifs aériens à destination des collectivités et pays d'outre-mer.

Le délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'outre-mer a rendu public le dispositif pour une baisse des tarifs aériens entre l'Hexagone et les collectivités et pays d'outre-mer. Des chartes d'engagement volontaires ont été signées avec les dirigeants des compagnies aériennes desservant ces territoires. Pour la Polynésie française, une charte a été conclue avec Air France tandis qu'une autre est en cours de finalisation avec Air Tahiti Nui.

Dans le cadre de ces accords, les compagnies aériennes ont consenti une part de 15 % des billets vendus aux prix le plus bas de leur grille tarifaire. En matière de tarifications particulières, une importante réduction sur le prix public en période de basse saison a été approuvée pour faciliter le déplacement des personnes les plus défavorisées souhaitant de rendre dans leur collectivité d'origine. Par ailleurs, les compagnies aériennes proposeront en cas de déplacement pour deuil un tarif spécial, sans contrainte, équivalent au tarif le plus bas de leur grille tarifaire.

Energie

Avis favorable à 13 centrales photovoltaïques

La commission territoriale de l'Energie a rendu un avis favorable à treize projets de construction de centrales photovoltaïques. Celles-ci permettront une substitution de 4,5 % de la consommation électrique de Tahiti par le solaire, avec des pointes pouvant atteindre près de 10 % durant les journées ensoleillées.

Le niveau de production attendu devrait permettre de diminuer substantiellement les importations d'hydrocarbures et d'améliorer le niveau d'autonomie énergétique du Pays. La réalisation de ces projets, programmée pour 2010, pourrait constituer un potentiel de création de plusieurs centaines d'emplois. La concrétisation de ces projets demeure toutefois suspendue à leur approbation en Conseil des Ministres.

Lutte anti-blanchiment

Avis favorable rendu par le Conseil des ministres sur l'application en Polynésie d'un projet de décret relatif à la lutte anti-blanchiment

Le Conseil des ministres a rendu un avis favorable sur le projet de décret relatif à l'application en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna de certaines dispositions du code monétaire et financier portant sur la prévention de l'utilisation du système financier à des fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. Elles concernent l'activité de changeur manuel et les conditions requises pour exercer cette profession. Elles complètent également les obligations de vigilance du banquier, notamment sur le contrôle de l'identité et de la justification du domicile du postulant avant l'ouverture d'un compte bancaire.

Intempéries

Passage du cyclone Oli en Polynésie française

En cette période de saison cyclonique, deux dépressions tropicales ont fait leur apparition dans le Pacifique Sud et atteint la Polynésie française en janvier. Si les effets de Nisha ont été relativement modérés, ceux d'Oli, requalifié de cyclone tropical après une forte intensification, ont été dévastateurs, en particulier aux Australes.

Si le bilan humain du passage du cyclone reste relativement léger, 14 blessés dont 1 grave, le bilan matériel est pour sa part très lourd. Ainsi, près de 700 habitations ont été endommagées, dont 400 seraient à reconstruire, et de nombreux dommages sont à déplorer sur des ouvrages publics (routes, ponts). En outre, les préjudices sur l'économie polynésienne sont importants : ainsi, 118 établissements d'hébergement touristique ont été détériorés par les violentes intempéries et le secteur agricole a enregistré des pertes estimées à 400 millions de F CFP. Au total, le premier bilan chiffré des autorités fait état de 6,5 milliards de F CFP de dégâts occasionnés par le passage du cyclone Oli.

4 – Brèves économiques régionales

Australie

Hausse modérée des crédits bancaires en 2009.

L'encours des crédits accordés par l'ensemble des intermédiaires financiers aux agents économiques australiens a augmenté de 1,5 % en 2009. La confiance des ménages australiens semble s'être rétablie, comme en témoigne la forte croissance des crédits à l'habitat sur l'année (+ 8,2 %), celle-ci concernant aussi bien les ménages que les investisseurs privés. En revanche, les crédits aux entreprises se sont inscrits en baisse de 7 % en 2009, dans un contexte de resserrement des conditions d'octroi.

Nouvelle-Zélande

Nouvelle hausse du chômage.

Le nombre de chômeurs a continué à augmenter au cours du dernier trimestre 2009, pour atteindre 168.000, portant le taux de chômage à 7,3 %, soit son plus haut niveau depuis dix ans (juin 1999).

La dégradation du marché de l'emploi est essentiellement due aux nouveaux arrivants sur le marché du travail. Ainsi, le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans a observé une hausse sensible au cours de l'année écoulée (+ 6,4 points), s'élevant désormais à 18,4 %.

En 2009, l'emploi a reculé de 2,4 %, touchant principalement l'industrie et le commerce de détail.

Dans le même temps, le coût du travail n'a augmenté que de 1,8 % en 2009, soit la plus faible augmentation annuelle depuis 2001. Le taux de croissance annuel des salaires n'a cessé de baisser depuis 15 mois.

Les indicateurs de référence

INDICES	Indice	Δ/mois préc.	Glissement annuel
Prix à la consommation - décembre 2009 (base 100 décembre 2007)	102,6	0,8%	-0,8%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand - novembre 2009 (base 100 janvier 2000)	121,5	-0,1%	-4,8%
Index BTP 01 - décembre 2009 (base 100 août 2001)	1,203	-2,3%	1,0%
Indice TPP - décembre 2009 (base 100 août 2001)	1,185	-0,1%	0,3%

(source: ISPF)

COMMERCE EXTERIEUR (en M FCFP)	déc-09	Cumul 2009	Δ cum/an. préc.
Importations dont :	11 818	147 109	-16,4%
- produits agroalimentaires	2 740	32 209	-2,1%
- biens d'équipement	1 917	27 318	-20,4%
Exportations dont :	4 136	12 511	-22,7%
- perles brutes	995	7 675	-9,4%
- poissons	43	516	91,5%

(source: ISPF)

TOURISME

	oct-09	nov-09	Cumul 2009	Δ cum/ an. préc.
Nombre de touristes	15 972	12 892	147 489	-19,2%
Taux d'occupation de l'hôtellerie internationale	51,4%	49,0%	-	-
	nov-09	déc-09	Cumul 2009	Δ cum/ an. préc.
Trafic international à l'aéroport de Tahiti (en nbre de passagers hors transit)	42 759	42 711	526 193	-15,2%

(sources: ISPF, SEAC)

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	19/05/2009	0,50%	4,00%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,95% à 6,40% (Taux SGGAS à partir du 01/11/2009)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	29/01/2010	31/12/2009	Var. M-1	fin 12/08	Var. fin 08
EONIA	0,3260%	0,4100%	- 0,084 pt	2,3520%	- 2,026 pt
EURIBOR 1 mois	0,4260%	0,4530%	- 0,027 pt	2,6030%	- 2,177 pt
EURIBOR 3 mois	0,6650%	0,7000%	- 0,035 pt	2,8920%	- 2,227 pt
EURIBOR 6 mois	0,9660%	0,9940%	- 0,028 pt	2,9710%	- 2,005 pt
EURIBOR 12 mois	1,2250%	1,2480%	- 0,023 pt	3,0490%	- 1,824 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales	7,10%	01/07/2009
taux d'intérêt légal		JORF
année 2010	0,65%	11/02/2010
année 2009	3,79%	11/02/2009

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	29/01/2010	31/12/2009	Var. M-1	fin 12/08	Var. fin 08
TEMPE	0,3462%	0,3476%	- 0,001 pt	2,4511%	- 2,105 pt
EURIBOR 1 mois	0,4380%	0,4790%	- 0,041 pt	2,9590%	- 2,521 pt
EURIBOR 3 mois	0,6810%	0,7120%	- 0,031 pt	3,2570%	- 2,576 pt
EURIBOR 6 mois	0,9780%	0,9950%	- 0,017 pt	3,3300%	- 2,352 pt
EURIBOR 12 mois	1,2330%	1,2420%	- 0,009 pt	3,4180%	- 2,185 pt
TMO	3,8000%	3,7400%	+ 0,060 pt	3,7300%	+ 0,070 pt
TME	3,6000%	3,5400%	+ 0,060 pt	3,5300%	+ 0,070 pt
TRBOSP	3,7600%	3,7600%	+ 0,000 pt	3,6400%	+ 0,120 pt

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	29/01/2010	31/12/2009	31/12/2008	29/01/2010	31/12/2009	31/12/2008	29/01/2010	31/12/2009	31/12/2008
taux JJ	0,160%	0,145%	1,000%	0,160%	0,430%	0,425%	0,485%	0,465%	1,350%
3 mois	0,460%	0,375%	2,900%	0,295%	0,305%	0,950%	0,685%	0,705%	2,850%
10 ans emprunts phares	3,710%	3,840%	3,020%	1,330%	nd	1,180%	3,920%	4,010%	3,020%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2010)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	10,57%
Prêts à taux fixe	6,57%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,53%
Prêts à taux variable	5,92%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,61%
Prêts relais	6,40%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,21%
Crédits de trésorerie		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,71%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,45%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,71%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	8,88%		Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	85,4445	1 NZD/XPF	60,3570	1 HKD/XPF	11,0014	1 GBP/XPF	137,7011	
100 JPY/XPF	94,5951	1 AUD/XPF	77,5385	1 SGD/XPF	60,8556	100 VUV/XPF	85,3107	1 FJD/XPF	43,9576

Directeur de la publication : Y. BARROUX - Responsable de la rédaction : M. REMBLIN - Éditeur et imprimeur: IEOM –
 Agence de la Polynésie française 21, rue du Docteur Cassiau - BP 583 – 98 713 Papeete RP
 Dépôt légal : 11 février 2010 - Achievé d'imprimer le 11 février 2010 – N° ISSN 1240-3830